

Derrière le vote RN : une question sociale ?

Entretien avec Félicien Faury

Bien qu'ayant échoué à remporter les élections législatives, il n'en reste pas moins que la progression du RN est importante. Face à lui, le front républicain est-il en mesure de lui faire barrage durablement ?

Les résultats des législatives sont l'aboutissement de transformations de long cours du paysage politique français, avec en particulier la tripartition de l'offre politique, opposant un bloc de gauche, un bloc de droite et un bloc d'extrême droite. Le RN continue de progresser, ici en nombre de sièges, mais se heurte à un « vote barrage » au second tour, ce qui est un grand classique dans l'histoire de ce parti. Néanmoins, avec 143 sièges, le RN va néanmoins bénéficier d'une manne financière importante et d'un nombre encore supérieur de collaborateurs parlementaires, ce qui va aider à sa professionnalisation. Le barrage résiste, mais en face le niveau continue de monter.

On oppose souvent l'électeur de villes et celui des champs (presque en parodiant Jean de La Fontaine). Mais cette opposition est-elle un effet territorial ou un effet de composition sociale ? Qu'est-ce qui compte le plus : la localisation ou bien la CSP, le diplôme, l'âge ? Autre façon de poser la question : le déplacement de certaines catégories moyennes vers le péri-urbain n'est-il pas lié à l'accès à la propriété du logement rendu plus difficile en centre ville ?

C'est avant tout un effet de composition sociale. Des chercheurs comme Olivier Bouba-Olga ont montré (<https://blogs.univ-poitiers.fr/o-bouba-olga/2024/06/13/le-vote-bardella-un-vote-rural/>) que le seul fait de vivre en ruralité n'avait en réalité que peu d'effet propre sur le vote RN, par contraste avec les variables socio-démographiques classiques explicatives du vote RN, en particulier la CSP et surtout le niveau de diplôme. Si le RN triomphe dans les campagnes, c'est donc avant tout pour des raisons de composition sociale de ces territoires : on trouve davantage de classes populaires dans les ruralités. La variable spatiale peut cependant jouer par effet d'entraînement : dans un territoire où le vote RN devient la norme électorale dominante, cela peut contribuer à favoriser encore davantage, de proche en proche, cette préférence électorale. D'où les effets d'homogénéisation que l'on constate dans certains territoires (y compris à gauche d'ailleurs).

En quoi le basculement des électeurs qui auraient été potentiellement de gauche autrefois peut-il être relié à la fragilisation des tissus industriels, à l'affaiblissement du syndicalisme, voire à la quasi-disparition du maillage territorial par le parti communiste et ses associations socio-culturelles proches ? Ce basculement est-il en fait celui des anciens électeurs de gauche ou bien celui de nouvelles générations populaires (les ouvriers et employés actuels) mais qui n'ont pas de traditions ni d'expérience historique personnelle de gauche ?

On peut expliquer l'élargissement de l'électorat RN par deux mouvements complémentaires. Le premier, c'est un électorat de droite (y compris populaire : il y a toujours eu des ouvriers et des employés qui ont voté à droite) qui s'est progressivement radicalisé vers l'extrême droite. Il n'y a pas eu, dans les grandes tendances, de basculement de l'électorat de gauche vers

l'extrême droite ; beaucoup d'électeurs de gauche se sont en réalité plutôt tournés vers l'abstention. Le second, c'est effectivement le renouvellement des générations, avec de nouvelles cohortes d'électeurs FN-RN, souvent de classes populaires, qui ont été socialisés dans un contexte où ce parti est désormais une opposition normalisée, occupant une position à la fois subversive et intégrée au jeu politique. Ces nouveaux électeurs ont peu d'expérience de la gauche au pouvoir, à part le mandat de François Hollande. Et tous ont pu alors constater que leur vie n'a pas changé au cours de cette période, voire a pu s'empirer sur certains aspects. La gauche a de ce point de vue manqué une occasion historique de convaincre les nouvelles couches populaires entrant sur le marché électoral qu'elle pouvait être « de leur côté » et servir leurs intérêts. C'est peut-être une leçon à retenir pour les années à venir.

Comment faire la part des préoccupations sociales de ce nouvel électorat (accès aux services publics, école et santé notamment, au logement) et les craintes identitaires ou les craintes de proximité sociale (recherche de boucs émissaires), voire les préjugés xénophobes ou racistes ? Est-on en mesure de distinguer la présence de tels préjugés au sein des différentes classes, ou dit à l'envers : le racisme n'est-il pas plus ou moins explicitement présent dans toutes les couches de la société ?

Oui, et c'est tout le propos de mon livre. Le racisme (comme le sexisme par exemple) est un fait social transversal et multiforme : on en trouve, sous des formes différentes, dans tous les milieux sociaux, et non uniquement chez les classes moyennes et populaires qui votent RN. Une des spécificités des électeurs du RN est de politiser cette question, et plus précisément de l'« électoraliser » : de transformer certains affects xénophobes en votes. Dans mon enquête, j'ai pu constater que des formes de racisme ordinaire circulent abondamment dans les groupes étudiés, et que sur ce racisme ordinaire vont se greffer des concurrences sociales pour des ressources rares (accès au logement, aides sociales, services publics de qualité, etc.). C'est cette situation qui, combinée à une offre politique qui attise politiquement ces questions depuis de nombreuses décennies, va pousser au vote RN. Cela implique – et c'est un autre point important de ma recherche – qu'on ne peut pas opposer les questions « sociales » et les questions « raciales » si l'on veut comprendre le vote RN. Les deux sont perpétuellement entremêlées : chercher à les opposer ou à les hiérarchiser dans l'analyse, c'est à mon sens faire fausse route.

Beaucoup de chercheurs en sciences sociales font aujourd'hui une place croissante à l'intersectionnalité des phénomènes de dominations et de discriminations. Comment articuler cette approche avec celle en termes de rapport de classe et finalement avec la question du travail ? Les sciences sociales ont-elles une responsabilité dans le sentiment d'abandon des classes populaires ? Si l'on efface toute idée de classe et de déterminisme social pour lui substituer soit celle de la « moyennisation de la société », soit celle de la responsabilité individuelle, ne modifie-t-on pas la représentation du monde social et donc la possibilité de le comprendre conformément à ses intérêts ?

C'est une question importante, sur laquelle il peut parfois persister quelques malentendus. Je ne pense pas que les recherches intersectionnelles se fassent au détriment du rapport de classe. Dans mon livre par exemple, même si j'accorde une forte importance aux processus de racialisation, je passe aussi mon temps à parler d'expériences de classe, plus ou moins douloureuses pour les électeurs étudiés. Par ailleurs, je pense qu'il ne faut pas opposer certaines thématiques dites intersectionnelles (le genre, la racialisation...) à la question du travail. Quand on parle de discriminations à l'embauche, d'exploitation différenciés selon des critères raciaux (voir les travaux de Nicolas Jounin par exemple), de travail domestique,

d'inégalités salariales entre hommes et femmes, on parle bien toujours de travail. Pendant la crise sanitaire du Covid, imagine-t-on parler des travailleurs et travailleuses dits « de première ligne » sans évoquer la question des inégalités de genre, des assignations raciales, du validisme ? Cela me paraît nécessaire, à condition bien sûr de toujours articuler les différentes dimensions du social en y incluant la classe sociale – ce que font la plupart des chercheurs qui travaillent sur ces questions. Enfin, travailler sur le genre ou les processus de racialisation n'implique aucunement de renoncer à l'idée de déterminisme social. Ce n'est en tout cas absolument pas l'épistémologie que j'adopte dans mes recherches. Et j'ai d'ailleurs plutôt le sentiment qu'actuellement, les intellectuels qui nient l'idée de déterminisme social, défendent l'idée de responsabilité individuelle et critiquent les « excuses sociologiques » fournies par les sciences sociales sont les mêmes qui vont être très hostiles à l'intersectionnalité, aux études de genre, et vont accuser les savoirs critiques d'« islamo-gauchisme ».

Compte tenu de la transformation profonde de la société impulsée par le capitalisme néolibéral, la dédramatisation du RN, sa banalisation, sa légitimation sont-elles désormais irréversibles ? Dans un monde confronté à de multiples crises, le monde des affaires, le grand patronat, bref les classes bourgeoises dominantes sont-elles prêtes à mettre leurs œufs dans le panier des forces d'extrêmes droites montant un peu partout, même en Europe ?

On a vu au cours de cette séquence électorale qu'une part non négligeable des classes supérieures économiques et du grand patronat s'est montrée prête et favorable à une arrivée de l'extrême droite au pouvoir en France. Le RN s'est d'ailleurs réorienté en ce sens, en renonçant à pratiquement toutes les mesures « sociales » de son programme économique (ce qui avait commencé dès son renoncement à la sortie de l'Euro en réalité). Un des risques de ce type de stratégie est cependant, pour le parti lepéniste, de perdre peu à peu sa base populaire. Cela n'est encore absolument pas le cas, mais c'est peut-être y ici un coup à jouer pour la gauche. Il n'y a donc rien d'irréversible, ce qu'a d'ailleurs montré l'arrivée du NFP en tête aux élections législatives.

Propos recueillis par Jean-Marie Harribey, juillet 2024.

Félicien Faury est sociologue et politiste au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, Auteur de *Des électeurs ordinaires, Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Seuil, 2024.